



GROUPEMENT D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES
NOTRE EUROPE

Marjorie JOUEN/ 02018

Le 12 juin 2002

NOTE DE LECTURE

***Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, coordonné par Jean-Michel De Waele, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2002.**

L'Université Libre de Bruxelles a organisé un colloque international en mars 2001 pour analyser la situation socio-politique des pays d'Europe centrale et orientale, un peu plus de dix ans après la chute du Mur de Berlin. Le livre collectif coordonné par Jean-Michel De Waele apporte des informations très intéressantes tant dans une perspective historique que par comparaison avec la situation qui prévaut en Europe de l'Ouest. Le message principal des auteurs est **qu'on assiste sans aucun doute à une consolidation des démocraties dans la plupart de ces pays, mais qu'on voit également poindre certaines menaces, moins issues de la renaissance des anciens partis communistes que des mouvements populistes rassemblant un certain nombre de victimes des pertes économiques et sociales, des déçus du système politique bloqué par le carriérisme, la corruption ou le clientélisme.**

1 – En dépit d'un lourd héritage, la vie politique dans les pays de l'Europe centrale et orientale se « normalise »

Dans un bref retour en arrière sur la période 1920-1940, les auteurs expliquent que les nouveaux Etats issus de la première guerre mondiale ont été placés face à deux défis - celui de la modernisation et celui de la survie face aux forces centrifuges des minorités ethniques ou régionales – et ne sont pas parvenus à les relever. En effet, la plupart de ces pays étaient marqués par un retard économique et une faible industrialisation, d'où le poids considérable de la population agraire. En Bulgarie, Slovaquie et Serbie, il n'y avait pas d'aristocratie nationale, ni de classe de grands commerçants, base historique de la formation de la bourgeoisie. Après la conquête de l'indépendance, la classe gouvernementale a été hâtivement constituée par des cadres de l'armée, des petits artisans, des commerçants et de riches paysans. La situation financière difficile des campagnes dans l'entre-deux-guerres a généré une forte hostilité à l'égard des villes. Le retard économique a aussi donné l'occasion aux pays industrialisés de pénétrer les économies locales, notamment le secteur bancaire. Ainsi le poids du facteur international pèsera-t-il dans le positionnement des partis politiques, qui se reconnaîtront volontiers dans le clivage culturel propre à cette région entre « traditionalistes » et « occidentalistes ».

Ces nouveaux Etats étaient souvent composés de régions au développement économique inégal et confrontés à une réalité interne plurinationale. Du coup, les craintes liées à la survie de l'Etat ont provoqué de fortes tendances centralisatrices s'opposant aux revendications autonomistes et séparatistes des minorités.

Pour comprendre l'évolution actuelle de la vie politique, la période communiste est importante à trois titres. Mis à part en Tchécoslovaquie, ce sont les régimes communistes qui ont créé une classe ouvrière nombreuse ainsi que les fondements de l'industrie lourde nationale. Les partis communistes ont structuré fortement et durablement la vie sociale ; dans le cas de la Pologne, la dépolitisation du PZPR a facilité bien avant 1989 sa transformation en ascenseur social, en réseau de relations et en école de formation gestionnaire. Enfin, la période communiste a gelé les problèmes nationaux et ethniques sans les résoudre. Il n'est pas étonnant qu'ils aient resurgi dans les années 90 avec une nouvelle acuité (Yougoslavie, Hongrie, Tchécoslovaquie).

Analysant les alternances politiques depuis 10 ans, les auteurs attestent d'un fonctionnement démocratique certain mais s'inquiètent de la très grande instabilité électorale. Les partis n'ont pas le temps de se forger une identité de parti de gouvernement et d'influencer durablement la marche du pays. De même les périodes assez courtes passées dans l'opposition ne leur permettent pas de construire un parti structuré, renouvelant son discours, sa pratique et ses élites politiques. Se référant à une définition classique des partis politiques utilisée en science politique et basée sur quatre traits - une organisation durable, une organisation locale entretenant des rapports réguliers avec l'échelon national, la volonté des dirigeants d'exercer le pouvoir, la recherche d'un soutien populaire - ils admettent que peu de partis politiques en Europe centrale et orientale remplissent ces quatre conditions, en particulier la première.

Ils expliquent que les derniers enfants du communisme sont devenus de nos jours des adeptes de la social-démocratie. Il y a certes des nuances et le succès de la reconversion n'est pas uniforme, mais partout la seule option envisagée est la gestion démocratique du politique, de l'économie et du social. L'anticommunisme n'a pourtant pas totalement disparu.

La comparaison avec la Grèce, l'Espagne et le Portugal ne leur apparaît pas pertinente car les PECO ont dû réaliser une double transition politique et économique. Or les réformes économiques ont des incidences sur la structuration de la vie politique. De nouvelles catégories sociales émergent ou resurgissent. Des personnes qui ont pu se considérer comme gagnantes au début de la transition font parfois partie aujourd'hui des perdantes. Les plus affectés par la pauvreté sont les retraités (50%), les chômeurs (33%) et les personnes qui travaillent (20%). L'émergence d'une classe moyenne se fait très timidement. En Pologne on compte trois groupes : les gagnants, les perdants et « ceux qui se sentent perdus ». Les négociations en cours, en vue de l'adhésion à l'UE, renforcent cette impression d'externalité de la prise de décision politique.

2 – Les similitudes entre l'Est et l'Ouest sont de plus en plus grandes, pour le meilleur et pour le pire

Les auteurs sont formels « *Si l'on analyse honnêtement les systèmes de partis en formation en Europe centrale et orientale depuis les troisièmes élections libres et si on les compare avec les systèmes de partis en Europe occidentale, ce ne sont pas les différences et les divergences qui frappent l'observateur mais plutôt les similitudes et les rapprochements.* »

Pour étayer cette thèse, ils essaient d'utiliser la grille d'analyse mise au point par le politiste et sociologue norvégien Stein Rokkan dans les années 70, pour les systèmes de partis politiques occidentaux. Cette grille identifie quatre clivages fondamentaux : centre/périphérie, Eglise/Etat, agriculture/industrie, possédants/travailleurs. Appliquée aux PECO, la grille s'avère insuffisante car elle ne permet pas d'intégrer deux clivages supplémentaires : post-communistes/démocrates ; maximalistes/minimalistes au regard des réformes. Ceci les amène à postuler que la transition vécue par les PECO dans le contexte de la mondialisation pourrait être assimilée à une troisième révolution « internationale », venant s'ajouter aux deux révolutions historiques, nationale et économique (voir tableau en annexe). Les auteurs considèrent cependant que cette analyse n'est pas applicable aux pays d'Europe du Sud-Est qui ont basculé historiquement d'un système agraire post-servagiste au « socialisme réel » avec des traditions d'Etats faibles.

Il n'est pas inutile de s'attarder sur ces clivages qui permettent de mieux comprendre le fonctionnement politique actuel dans les pays candidats :

1/ Le clivage centre/périphérie est très présent avec la question des minorités nationales. Il reflète le conflit entre le centre édificateur d'une culture nationale et la résistance croissante des populations assujetties et ethniquement, linguistiquement ou religieusement distinctes en province et dans les périphéries.

2/ Le clivage Eglise/Etat, contrairement aux pays d'Europe de l'Ouest, n'est pas essentiel dans la plupart des PECO (sauf en PL et SK), notamment parce que dans les pays orthodoxes l'Eglise est bâtie sur la tradition byzantine où le pouvoir étatique détenteur de l'autorité terrestre prime sur le pouvoir spirituel de l'Eglise, censé s'occuper des affaires célestes. Au lendemain de la chute du Mur de Berlin, ce clivage se manifesta à travers la question de la restitution des biens de l'Eglise confisqués par les gouvernements communistes, mais très vite cet enjeu s'est révélé peu mobilisateur. Il est intéressant de noter que la démocratie chrétienne en Europe centrale se retrouve dans une situation analogue à celle de son homologue ibérique au terme du processus démocratique des années 70, à savoir l'effondrement total là où elle constituait une force mineure avant la dictature. Cette remarque ne s'applique toutefois pas à la Pologne.

3/ Le clivage agriculture/industrie ou rural/urbain persiste du fait du poids des populations paysannes dans la plupart des PECO mais aussi du coût économique et social des réformes dans les campagnes. Le conflit entre les intérêts ruraux et la classe montante des entrepreneurs industriels a constitué au milieu des années 90 un élément structurant primordial.

4/ Le clivage possédants/travailleurs joue un rôle secondaire dans les PECO, alors qu'il est fondamental dans l'Europe de l'Ouest (à l'exception de l'Irlande).

5/ Le clivage autoritaires/démocrates ou communistes/anti-communistes est l'expression moderne du conflit culturel entre traditionalistes et occidentalistes. Il est probablement appelé à évoluer. D'une part, il n'est pas certain que ce clivage demeure une spécificité des pays d'Europe centrale, si l'on pense à la montée en puissance dans l'Ouest de mouvements populistes partageant des valeurs communes. D'autre part, il n'est pas sûr que le clivage communistes/anti-communistes persiste. En effet, tous les sondages montrent que les populations d'Europe centrale et orientale sont beaucoup plus préoccupées par la gravité de la situation économique et sociale ou par la corruption que par les questions liées au passé. Nombre de mouvements issus de la dissidence ont disparu des Parlements, les idéaux de dissidence se révélant de peu de secours face aux problèmes colossaux de la transition.

6/ Le clivage maximaliste/minimaliste porte sur trois problématiques : le rythme des réformes, leur ampleur et la gestion du facteur social. Il serait dangereux de conclure que les partis de

gauche sont minimalistes et ceux de droite maximalistes. Par contre les partis agrariens appartiennent tous au camp minimaliste. Là encore, il est trop tôt pour conclure à la permanence de ce clivage.

De cet examen, les auteurs tirent des conclusions partiellement contradictoires. Celle avancée par J-M. De Waele est plutôt optimiste *«Alors que les liens entre classes sociales et choix électoraux des partis s'affermissent dans les pays d'Europe centrale post-communiste, ils se relâchent au contraire dans les pays occidentaux. Alors que l'extrême-droite progresse en Europe occidentale, l'Europe du Centre-est est relativement moins touchée par ce phénomène.»*. Celle de G. Markus est plutôt pessimiste, au vu de la situation politique hongroise, *«Il y a des similitudes entre les clivages «communisme du goulasch kadariste – capitalisme» et le conflit en Europe occidentale entre «défense du capitalisme social continental – américanisation de l'Etat providence et des relations industrielles».* Si l'on considère le cumul des clivages territoriaux et culturels, la primauté du conflit centre-périphérie sous la forme d'une lutte culturelle, la tendance présente en Europe centrale et orientale ne confirme-t-elle pas la thèse d'Alain Touraine concernant la dichotomie entre le système universalisant teinté d'économisme au Nord et le sujet particulier teinté de culturalisme au Sud, et qui devient la division principale globalement, mais aussi au niveau des différentes sociétés ? L'émergence de la société de l'information, caractérisée par la place centrale qu'occupe la production de biens symboliques n'engendre-t-elle pas une «culturalisation des conflits sociaux» ? La menace la plus sérieuse pour l'humanité n'est-elle pas que les perdants de la grande transformation globale ou que les exclus du système se définissent en termes de nationalisme social, de défense d'identités fondamentalistes ? »

Cette thèse semble confirmer les conclusions des derniers travaux de S. Rokkan concernant l'importance du clivage entre une standardisation homogénéisante et la distinction culturelle. Il est assez naturel que ce type dominant de clivage se manifeste de manière plus visible et plus profonde en Europe centrale et orientale, semi-périphérique dépendante, confrontée aux impératifs et aux contraintes de l'ajustement, que dans les régions ou les actuels Etats membres encore en position de gérer et de canaliser ces conflits de manière souple. La consolidation territoriale, les frontières extérieures, la pénétration administrative et culturelle de territoires sont devenues des problèmes ouverts dans un contexte de dislocation socio-économique, de privations, d'inégalité et de vide idéologique énormes.

Conclusion : vers une plus grande convergence Est-Ouest ?

A la lumière des résultats électoraux enregistrés dans les Etats membres de l'UE au cours des trois dernières années, qui ont vu le succès de nombreux partis porteurs de messages politiques autoritaires, anti-européens et très minimalistes sur le plan des réformes économiques et sociales, on ne peut s'empêcher de prolonger l'analyse des auteurs et d'imaginer une convergence accrue entre l'Est et l'Ouest. On assisterait alors à un «enrichissement» du clivage 1 sous la forme d'une opposition centre-autoritaire/périphérie-démocrate et du clivage 4 sous la forme d'un conflit possédants réformistes/travailleurs conservateurs.

TYPLOGIE DES CLIVAGES POLITIQUES FONDAMENTAUX DES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

de Stein Rokkan, adaptée par Daniel-Louis Seiler, Jean-Michel De Waele et Gyorgy Markus

	REVOLUTION NATIONALE	REVOLUTION ECONOMIQUE	REVOLUTION « INTERNATIONALE »
TERRITORIAL	1 - CENTRE (majorité nationale) / PERIPHERIE (minorités géographiques, culturelles et ethniques)	3 – MARCHE (industrie, urbain) / NATURE (agriculture, rural)	5 – AUTORITAIRES (traditionaliste, communiste) / DEMOCRATES (occidentalistes, pro-UE, anti-communiste)
FONCTIONNEL	4 – EGLISE / ETAT	4 – POSSEDANTS (primauté de l'économie) / TRAVAILLEURS (primauté du social, service public)	6 – MAXIMALISTES dans les réformes / MINIMALISTES dans les réformes